

Fidji. Les journalistes dénoncent l'ingérence du gouvernement

Reporters sous censure

Deux reporters fidjiens ont profité du sommet des médias des Îles du Pacifique, qui se déroulait la semaine dernière au Vanuatu, pour dénoncer publiquement la censure opérée dans leur pays. Depuis avril dernier, le gouvernement militaire de Fidji muselle les journalistes locaux et expulse les représentants de la presse étrangère.

Petit rappel des faits. En avril dernier, le président de Fidji, Ratu Josefa Iloilo, proclamait l'état d'urgence, renversant la constitution et congédiant la magistrature, après que la cour d'appel eut statué que le coup d'Etat de décembre 2006 du premier ministre Frank Bainimarama était illégal.

Dans la foulée, les responsables de l'immigration appliquaient les règles de l'Etat d'urgence qui prévoient le contrôle des médias pour empêcher la publication d'informations « susceptibles de provoquer des troubles » et donnent tous les pouvoirs au secrétaire permanent à l'Information dans la diffusion des informations. Les journalistes étrangers étaient priés de quitter le pays empêchant ainsi toute couverture de la crise politique et les reporters locaux muselés.

Ainsi, le 12 avril, l'édition dominicale du *Fiji Times* était publiée avec de nombreux espaces laissés blancs. Depuis cette crise, le quotidien ne cesse de protester contre la présence des censeurs.

Profitant du sommet, organisé du 25 au 31 juillet au Vanuatu, par l'Association des médias des Îles du Pacifique (PINA), deux journalistes fidjiens ont

Les deux journalistes ont été, dès leur arrivée, accompagnés de deux officiers du Ministère de l'Information.

tiré la sonnette d'alarme et dénoncé la censure dont souffre leur profession aux Fidji.



Venu défendre la liberté d'expression des journalistes fidjiens, Netani Rika, rédacteur en chef du *Fiji Times*, a préféré quitter le sommet en voyant que le ministère de l'information fidjien y était représenté.

Ironie de la situation, les deux journalistes tant attendus, ont été, dès leur arrivée, accompagnés de deux officiers du ministère fidjien de l'Information. « Chaque jour nous travaillons dans de dangereuses conditions, sous la menace de censeurs qui cachent la vérité

au peuple fidjien, ou propagent un message spécifique au nom et à l'avantage de quelques

hommes politiques », a souligné Netani Rika, rédacteur en chef du *Fiji Times*, ajoutant à l'adresse des deux représentants du ministère, qu'il ne pouvait pas rester dans la même pièce que des gens qui, « une fois de retour aux Fidji, ne montrent aucun respect aux journalistes ». Dès lors, il s'est excusé avant de sortir définitivement de la salle.

A noter que Netani Rika était le principal intervenant de cette conférence qui devait traiter de sujets aussi divers qu'importants comme la fin de

la liberté d'expression et l'usage de l'intimidation, de la violence et du harcèlement envers les journalistes.

Pour sa défense, Caporal Talei Tora, représentant du ministère de l'information fidjien et également membre de la Pina, a expliqué que la forte censure dont souffrent les journalistes aux Fidji « n'est que le résultat de leur manière de rapporter l'actualité de façon irresponsable ».

Durant cette conférence, John Woods, rédacteur en chef du *Cook Island News* et ré-

cemment élu vice-président de Pina a émis la possibilité d'adopter une clause interdisant à tout membre jouant un rôle actif dans la censure d'appartenir à l'association.

Netani Rika, lui, a reçu cette année, au terme de la Convention le « Media Freedom Award » le récompensant pour son courage et le travail de qualité qu'il continue à délivrer malgré les menaces et la censure dont lui et le reste de ses journalistes sont victimes.

Au Vanuatu, Marie M'Balla-Ndi

En bref

Crash en Papouasie : les recherches continuent

Les équipes de recherche et de secours n'avaient repéré aucune trace, lundi, d'un avion civil transportant 16 personnes disparues dimanche dans la province indonésienne de Papouasie. L'avion de la compagnie Merpati Airlines, avec 13 passagers et trois membres d'équipage à son bord, tous indonésiens, effectuait dimanche un vol entre Jayapura et la ville d'Oksibil quand le contact a été perdu avec le contrôle aérien. Deux avions de recherche menaient lundi des patrouilles sur la zone où l'avion a disparu. En raison du grand nombre d'accidents, l'Union européenne avait placé en juillet 2007 sur sa « liste noire » l'ensemble des 51 compagnies aériennes indonésiennes.

La trahison de Peter Garrett

Il y a encore deux ans, Peter Garrett était l'une des célébrités les plus populaires d'Australie. La rock star, chanteur du groupe Midnight Oil, s'était fait une réputation d'environnementaliste forcené, après des années à dénoncer sur scène les compagnies minières. Mais depuis qu'il est entré dans le gouvernement travailliste, fin 2007, le ministre de l'environnement et de la culture est dans une position délicate. Et sa décision, il y a quelques jours, d'autoriser l'ouverture d'une nouvelle mine d'uranium dans le sud du pays, confirmant une information du quotidien *Le Monde*, n'aide en rien sa cote de popularité. La mine de Four Mile, en Australie méridionale, devrait produire 1 400 tonnes d'oxyde d'uranium par an et permettre la création de 100 emplois à partir de 2010. Aujourd'hui, la décision de M. Garrett que la mine de Four Mile sera la plus fiable au monde fait bondir ses anciens alliés. Poussé par les médias à expliquer son revirement, le ministre s'est justifié : « J'ai rejoint le parti travailliste, je suis devenu membre du gouvernement. Et j'ai dit à l'époque que j'accepterai, en tant que membre de l'équipe, les décisions du gouvernement. »

Une porcherie en quarantaine

La grippe A a forcé un hôpital à refuser 7 nouveaux patients, vendredi, alors que le Premier Ministre de la Nouvelle Galles du Sud, Nathan Rees, a rassuré le public sur une éruption d'influenza dans une porcherie. L'usine Dunedoo est en quarantaine depuis vendredi et quelque 200 porcs ont été abattus. Il s'agit là de la première transmission de grippe A d'un humain à un cochon en Australie. Les tests ont confirmé que les porcs ont l'influenza A H1, qui diffère du virus de la grippe porcine chez les humains et ce qui fait penser à une possible évolution du virus H1N1.

Polynésie. Le fenua s'arme contre la pandémie

300 000 vaccins contre la grippe A

Une première réunion d'information à l'intention des responsables médicaux du territoire s'est tenue, jeudi soir, sous l'égide du ministère de la Santé, afin de faire le point sur les mesures que ce dernier comptait mettre en place pour faire face à la pandémie de grippe A.

Une autre rencontre est prévue mardi prochain à la présidence avec, cette fois, tous les acteurs de la santé, afin de les informer « en direct » des mesures sanitaires qu'il conviendra de prendre, en fonction de l'étendue de la pandémie sur le territoire.

En attendant le déclenchement de la phase 2 du plan de prévention, le ministère de la Santé a envoyé une demande à Paris pour une commande de 300 000 doses de vaccins

d'un montant de 295 millions de francs, destinées à protéger les 2/3 de la population (la vaccination nécessitant deux injections pour être efficace).

Prise en charge partagée

Le ministère de la Santé a également envoyé une demande à l'Etat par l'intermédiaire du haut-commissaire pour la prise en charge partagée des tests de dépistage de la grippe A. Le montant de la commande s'élève à 77 millions de francs. Il est fort probable que ces tests soient destinés à des personnes ciblées, comme c'est le cas dans les pays fortement contaminés comme l'Angleterre.

En effet, au Royaume-Uni, les tests de dépistage systématique du virus H1N1 ont été abandonnés au début de la pandémie. Concernant les deux demandes transmises à l'Etat, aucune réponse n'a été transmise au ministère de la Santé à ce jour.



Fini les masques, la Polynésie passe au vaccin et aux tests de dépistage ciblés.